

AVANT-GARDE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

ÉDITION, ADMINISTRATION
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR.
C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

Avec Mendès, comme du grand capital aujourd'hui la ceinture, demain la trique COMPREZ CETTE HONTEUSE COLLABORATION! exigeront de leurs dirigeants les travailleurs unis

CEST une majorité écrasante qui s'est trouvée à l'Assemblée pour investir Mendès-France. Par bancs entiers, les députés de l'ex-majorité Laniel se sont transformés en députés de la majorité Mendès, c'est-à-dire en « hommes nouveaux » partisans d'une « politique nouvelle ».

LES FORCES DERRIÈRE MENDES

Mais, pour cette opération, les députés radicaux, UDR, gaullistes et indépendants « de l'ancienne majorité ont reçu des renforts : ceux des voix socialistes et communistes, qui se sont portés en bloc sur Mendès. Ainsi le SFIO et le PCF, après 5 et 7 années d'opposition respectivement, redevenant des partis de la majorité.

De la part des dirigeants socialistes, rien de nouveau. Ils avaient voté pour Mendès voici un an déjà. Quant aux dirigeants du PCF, ils ont justifié leur vote par leurs militants avec un argument philosophique : « Peu importe les appréciations morales sur Mendès-France, il faut soutenir toute disposition effective conforme aux aspirations de la nation ».

Peu importe, en effet, que Mendès soit plus intelligent ou plus aimable que Laniel. Les marxistes doivent juger un candidat au pouvoir objectivement, c'est-à-dire à partir des forces de classes qu'il représente. C'est la question qui n'a rien d'idéaliste. Et, dans le cas de Mendès-France, il est très facile d'y répondre. Il suffit de se référer à « L'Express », organe du courant Mendès depuis sa fondation et maintenant devenu journal officieux, qui écrit après la constitution du nouveau cabinet :

« Les dirigeants des très grandes entreprises industrielles et commerciales ont ressenti, en règle générale, avec une acuité particulière, l'importance du changement qui vient de

s'opérer. La survie des grandes affaires est, en effet, trop directement liée à l'équilibre économique et politique du pays pour que l'espoir d'une rénovation des méthodes et des principes ne soit pas accueilli avec une vive satisfaction par leurs dirigeants ».

Nous voilà renseignés. Personne ne peut plus ignorer maintenant qui tire les ficelles du gouvernement Mendès : ces Messieurs des « très grosses entreprises ». Mais certains hommes de « gauche » s'entêtent : « Avec Mendès-France, c'est la bourgeoisie intelligente, épaulée plus ou moins (?) par le capitalisme le moins pourri (1) de notre pays, qui prend le pouvoir », déclare d'un air profond le Centre d'Action des Gauches Indépendantes. Que le CAGI, par son appui à Mendès-France, fasse sombrer la « Nouvelle Gauche Française » avant même de l'avoir lancée, cela le regarde. Mais, pour tous les fanatiques d'un gouvernement de « capitalisme le moins pourri », essayons de juger un peu sur

Paul David et Martinand-Déplat marxiste ainsi clairement son anti-communisme, ainsi que sa volonté d'utiliser les services du PCF mais sans dépendre de lui au Parlement.

Aussitôt, le PCF par la voix de Waldeck-Rochet tonitruait : « C'est une conception typiquement fasciste... une discrimination qui s'apparente fort au maccarthysme ». Et il allait aussitôt porter ses voix au disciple de McCarthy, lui promettant un soutien complet « au Parlement et dans le pays » !

2°) Mendès a confirmé ces premières dispositions par toute une série de mesures antouvrières et anti-communistes. Au pouvoir depuis trois semaines, il a déjà trouvé moyen d'interdire les manifestations du Festival de la Jeunesse organisé par le PO, de barrer l'accès de l'École Technique de Brest à de jeunes syndiqués, etc.

3°) Mendès a remis au 20 juillet l'examen des problèmes économiques et sociaux. Et Billoux au nom du PCF, lors du débat d'investis-

cablant des dépenses indochinoises et nous permet, par conséquent, un développement économique plus rapide. Elle doit savoir au contraire, que depuis 2 ans la France s'est graduellement déchargée sur l'Amérique du poids financier de la guerre indochinoise. L'allègement escompté a donc déjà été obtenu, et il a été utilisé à faire une politique de consommation, d'élevation immédiate du niveau de vie et non d'équipement. On en revient aujourd'hui au problème posé au pays en 1952. Sa solution n'est conciliable avec un haut degré d'équipement qu'en consentant à une amélioration assés lente du niveau de vie ».

UN IMPERIALISTE FORCENÉ

4°) Pour l'Afrique du Nord, Mendès-France, en arrivant au pouvoir, a prodigué des paroles de paix. Mais on attend encore les réformes promises. Lui et son collaborateur, le colonialiste Foucher, n'ont toujours pas libéré Bourguiba, ni Messali Hadj, ni restauré le statut du Maroc. Mohammed ben Youssef.

Dans « L'Humanité » du 6 juillet, en page 1, Léon Feix traite du problème d'Afrique du Nord de la manière suivante : « Les mesures prises jusqu'ici sont loin d'aller dans le sens de l'apaisement. Ce sont : l'aggravation de l'état de siège (Léon) en Tunisie et au Maroc de CRS et autres troupes de choc, le rappel de plusieurs classes de réservistes en Tunisie, l'offensive dans les deux pays de milliers de recrues ayant fait l'objet d'un appel anticipé ». De cette constatation élémentaire, quel est le parti qui se retire ? Le PCF ? Il suffit de se reporter à la page 4 du même journal pour le savoir. Nous y trouvons une dénonciation du MTD algérien en raison de la décevante position de défiance qu'il a adoptée vis-à-vis du gouvernement de Mendès-France. A quand encouragement à la répression, comme en 1954 ? (Suite page 3)

R. GARRIVE



Jacques Duclos : — Encore !

ses actes, sur ses tous premiers actes, le gouvernement de la bourgeoisie intelligente.

ANTICOMMUNISTE ET ANTI-OUVRIER

1°) Mendès demande son investiture aux seuls partis « nationaux » à déclarer leurs voix au PCF qui se porteront sur lui. Le compagnon de parti de MM. Jean-

titure, a remarqué en passant : « Vous avez été très vagues sur la satisfaction des revendications légitimes... »

« Ça va ? » Mais la politique économique de Mendès est déjà connue ! Pour ceux qui l'auraient oubliée, « L'Express », encore lui, nous le rappelle. L'opinion s'attend à ce que la paix nous débarrasse du fardeau ac-

Problèmes nord-africains Le mouvement national en Algérie est-il dans l'impasse ?

CONTRASTANT avec le développement tumultueux de la lutte nationale au Maroc et en Tunisie, le calme algérien est cependant inquiet. L'annonce d'accrochages entre les forces de répression et les groupes armés dans le Sud, qui, l'imperialisme français est cependant inquiet. L'annonce d'accrochages entre les forces de répression et les groupes armés dans le Sud, qui, l'imperialisme français est cependant inquiet. L'annonce d'accrochages entre les forces de répression et les groupes armés dans le Sud, qui, l'imperialisme français est cependant inquiet.

Il apparaît que le MTLA a engagé des combats d'avant-garde, qui ont de fait ouvert la voie aux actions en Tunisie et au Maroc. Ces combats, les Algériens les ont connus dans une situation où tant au France qu'à l'échelle internationale, la conjoncture était plus défavorable qu'aujourd'hui. En outre, les deux grands partis ouvriers, le PCF et le PS, collaborant honnêtement à la répression avec leurs ministres (PCF, Thorez, PS, Guin) et les gouverneurs généraux et socialistes à la Naoualen).

Le peuple algérien, rassemblé dans sa quasi-totalité autour du MTLA dirigé par Messali Hadj, a dressé dans l'action ses revendications nationales dans une période où, tant en Tunisie qu'au Maroc la situation était infiniment plus calme. Quand on observe le déroulement de la lutte nationale sur une longue période,

Nul doute, également, que l'expérience accumulée dans les deux autres pays du Maghreb enrichira la lutte du peuple algérien. La phase de stagnation actuelle ne peut être (Suite page 2)

COMPRENS- AU VIET-NAM?

DES le début de la conférence de Genève les différences se sont affirmées entre le comportement des délégués soviétiques, prêts à sacrifier totalement Ho-Chi-Minh comme autefois Mao pour les besoins d'un quelconque « marchandage planétaire », et qui, le jour de la chute de Dien-Bien-Phu, abordèrent leurs collègues français avec des mines navrées, tandis que représentants de la Chine populaire et du Viet-Minh félicitaient ensemble la victoire ; celui des représentants de la Chine populaire envisageant un compromis, mais repoussant toute capitulation, résolu avant tout à s'affirmer comme grande puissance, voire à jouer ultimement son jeu diplomatique, et résolu à ne plus laisser les Russes représenter — ou trahir — ses intérêts ; et ceux du Viet-Minh, représentants d'une armée révolutionnaire en marche.

La politique Bidault-Dulles — l'intervention massive en vue de la capitulation du Viet-Minh grâce aux bons offices du Kremlin — se brisa, d'une part sur le refus de l'intervention américaine par les masses américaines et la bourgeoisie anglaise, d'autre part sur l'incapacité du Kremlin d'imposer sa politique à la Chine et au Viet-Minh. Après le jour de la chute du gouvernement Mendès-France, tandis que Churchill et Eisenhower s'efforçaient de reconstituer un front unique impérialiste en Asie, les négociateurs chinois chinois passaient au premier plan à Genève.

Le Viet-Minh, dont les représentants à Tung-Gia ont tant à prendre leurs distances par rapport à Genève, accepterait-il un cessez-le-feu sans règlement politique, c'est-à-dire le partage de fait du Viet-Nam ? C'est probablement dans ce sens qu'est intervenu Chou-En-Lai auprès de Ho-Chi-Minh, lors de leur récente conférence. Le désir des dirigeants chinois de se consacrer à leur édification économique, leur manque d'une compréhension claire des liaisons politiques nationales de la révolution chinoise, la pression du Kremlin, doivent pousser Pékin dans ce sens. Un tel compromis avec l'imperialisme, comme en conclut Léon et Trotsky en 1913 à Brest-Litovsk, n'est nullement condamnable en soi pour les révolutionnaires ; à condition que la nature du compromis, ses causes et sa signification politique soient clairement exposés aux masses, sans aucun travestissement.

Mais d'autant plus criminel apparaît la politique des dirigeants du PCF, qui, au lieu d'exiger le retrait des troupes françaises du Viet-Nam, permettent par leur soutien à Mendès-France de préparer l'envoi du contingent et ces préparatifs serviront de toute façon à l'entretien des contacts peuples coloniaux, en Afrique du Nord si ce n'est pas au Viet-Nam) et affaiblissent ainsi la position des négociateurs du Viet-Minh.

G. BLOCH.

LES ETATS UNIS et la guerre du Viet-Nam

De notre correspondant aux U.S.A.

New-York, le 1er juillet 1954.
LORSQUE la situation des forces françaises en Indochine empira visiblement il y a quelques mois, la bourgeoisie américaine dut reconnaître que la seule aide financière et matérielle au gouvernement français n'était plus suffisante pour empêcher la défaite du Viet-Minh. Le gouvernement américain suivit alors la ligne suivante : il conseilla au gouvernement Laniel de proclamer la indépendance au Viet-Minh. Nam » afin de rallier autant d'Indochinois que possible et surtout la bourgeoisie vietnamienne qui commençait à se distancer prudemment de ses protecteurs français. Militairement, il fournit aux colonialistes français le service de ses avions de transport pour les parachutistes destinés à défendre Dien-Bien-Phu, des aviateurs civils et des techniciens civils de l'aviation. Cependant, il était évident que ces mesures ne pouvaient sauver les Français en Indochine. Puisque l'imperialisme américain ne voulait pas céder ce pays aux « rouges », il se vit obligé de considérer la possibilité d'une intervention directe de l'imperialisme américain. L'Etat, se fit représenter par une armistie franco-vietnamienne n'entraînant pas la State Department ; car un armistice signifierait une victoire du communisme. Les militaires dont les succès excitaient désormais l'expectation de conditions trop défavorables à la cause indochinoise. Dulles, secrétaire d'Etat, se fit représenter à la conférence de Genève, la plupart du temps, par son suppléant, le général B. Smith.

hostilité à la guerre — George Meany, président des syndicats AFL, appuya, par exemple, les grandes lignes de la politique impérialiste dans un discours aux phrases rouflantes contre le colonialisme et contre le communisme, réclamant une Indochine « indépendante » (à la Bao-Dai) et anti-communiste. Le parti populaire sur les membres du Congrès (parlement fédéral) fut si grande que ceux-ci (républicains et démocrates) s'opposèrent aux projets d'intervention directe. Après tout, 1954 est une année d'élections, et il ne faut pas exaspérer les électeurs.

À la fin du mois d'avril, le gouvernement des USA semble avoir été prêt à se lancer dans la bataille. A la demande du gouvernement Laniel, des navires de guerre fournis de matériel atomique partirent vers les ports américains ; mais Washington revint sur sa décision (d'après M. Mendès-France). L'opposition des masses américaines et celle du parti britannique imposait la prudence à l'imperialisme américain. Les militaires yankees essayèrent alors de convaincre leurs collègues américains d'une conférence qui eût lieu à Washington, il y a un mois. L'amiral Radford, chef de l'état-major général des forces américaines, expliqua au maréchal anglais Sir John Harding que l'avance communiste dans le sud-est asiatique ne pourrait être arrêtée à son avis, que par des opérations à une échelle de millions de tonnes de bombes atomiques. Pour des raisons militaires et diplomatiques, les Anglais restaient opposés à l'aventure. Radford ne cachait d'ailleurs pas qu'il s'agissait d'une guerre longue et coûteuse. Les militaires américains avaient déjà défendu leurs vues devant les parlementaires (par l'intermédiaire de Radford) et devant l'opinion publique (par un campagne de presse qu'ils avaient inspirée) avant la conférence des militaires alliés.

Yu le sentiment anti-guerre du peuple américain, la résistance de l'allié (Suite page 3)

Programmes non arabes

(Suite de la page 1.)
troustrone. La tempête se lève...

LA CRISE DU M.T.L.D.
Dans le Bulletin du Comité Franco-Maghrébin, le journaliste Martinet a le premier fait état de la crise que traverse le M.T.L.D....

Dans la situation momentanément difficile que traversent les peuples algériens un certain courant s'est développé surtout dans les milieux dirigeants du M.T.L.D.
Depuis une assez longue période, les révolutionnaires suivent avec une certaine anxiété la tactique développée par une partie de la direction du Mouvement National en contradiction avec les enseignements de Messali. C'est ainsi que lorsque, au début du 14 juillet 1953, le M.T.L.D. tombèrent sous les coups de la police française à Paris, l'émotion était à son comble, tant en France qu'en Algérie. Le M.T.L.D. avait la possibilité de mener à bien ses secteurs de l'opinion publique. Mais les dirigeants de la Fédération de France laissent les staliniens contrôler les observations de la presse algérienne, frappés derrière le drapeau du M.T.L.D. seront politiquement utilisés par le P.C.F.

En Algérie, les élus du M.T.L.D. n'élèveront aucune protestation au Conseil Municipal d'Alger « pour ne pas gêner la politique de réformes » décidée par le maire colonialiste J. Chevallier.
Les dirigeants de la Fédération de France s'abstiennent incapables de dresser devant le peuple français la politique, les mots d'ordre du M.T.L.D. Dans une situation favorable ils se placent à la remorque des staliniens.

LE VOTE DU BUDGET DE LA VILLE D'ALGER

Klouane, dirigeant du M.T.L.D. déclarera que les élus de son organisation en votant le budget colonialiste de la ville estiment qu'une nouvelle ère de compréhension et de rapprochement a vu le jour à la mairie d'Alger.

LA TACTIQUE A L'INTERIEUR DE LA CGT

Ce problème mériterait une très longue analyse, car il nous a semblé toujours extraordinaire de voir la masse de 400.000 Algériens émigrés en France en grande majorité dirigés par le M.T.L.D. être incapables de peser avec sa propre plateforme et ses objectifs dans la lutte de classes en France.
Récemment par exemple, au cours des élections syndicales aux usines Renault en 1953, les staliniens éliminèrent le candidat M.T.L.D. au profit d'un candidat candidat UDMA prôlant l'abstention.

UNE TENDANCE D'ADAPTATION AUX FORCES HOSTILES

Comme toujours en pareil cas, la justification doctrinale n'est venue qu'après une pratique d'adaptation à l'impiérialisme et au stalinisme. C'est-à-dire à des forces hostiles au mouvement national, ainsi qu'on l'a vu à diverses reprises et particulièrement lors des manifestations de concert par de Gaulle-Thorez, ce dernier ayant qualifié à l'époque Messali et l'Unité d'extrême gauche.

Toute situation difficile dans la lutte révolutionnaire, engendre de faillissables espoirs en une « tactique » nouvelle, plus souple et plus adaptée. « Tous les jours » a prouvé l'opportunisme et le réformisme ont été nourris par ces fausses espérances.

Le 10 décembre 1953 le CC du M.T.L.D. profita du projet de programme d'action pour la réunion d'un Congrès National Algérien. Ce projet de programme comportait une partie de principes sur l'indépendance et une autre qualifiée de programme immédiat.

La séparation entre ces deux parties est très révélatrice. L'indépendance était revêtu à une date ultérieure, le « réformisme » s'exprimait par des mots d'ordre soi-disant acceptables pour tous, en réalité ces revendications et immédiates se révélèrent une adaptation à l'état de choses existant en Algérie. Ces mots d'ordre coloniaux énoncés dans le projet sur la défense du paysant le mot d'ordre élémentaire, de la satisfaction auquel dépend une amélioration réelle pour les Algériens. La terre à ceux qui la travaillent » est absent.

Le projet ne renferme par ailleurs que des revendications vagues et générales.

Plus frappant encore est le silence sur les moyens d'action. Ce n'est pas un hasard.
Les nécessités de l'action amènent à se poser les problèmes politiques sous un angle concret. En Algérie, il y a de satisfaction même partielle aux aspirations des masses qui en posant au premier plan la lutte politique pour l'indépendance nationale. Il n'y a pas de réorganisation totale de l'enfance algérienne » comme le demandent les auteurs du projet, avant que l'Assemblée Algérienne puisse souverainement décider de l'affectation des crédits. Il n'y aura pas d'Assemblée souveraine sans la suppression immédiate du double collège. Et c'est bien là, la chose la plus troublante que de constater que même la revendication de la suppression du double collège n'est pas maintenue.
Le mot d'ordre de l'Assemblée souveraine est

renvoyée aux « principes fondamentaux » — c'est-à-dire n'est plus posée comme le premier point d'un programme d'action immédiat.

En réalité, tout le projet est entaché, complètement avec la tradition du M.T.L.D. pour ce qui concerne le problème de l'indépendance se plaçant au centre de l'action ordonnant tous les mots d'ordre partiels engagés en Tunisie et au Maroc est là pour démontrer qu'il n'y a pas de mot d'ordre plus réaliste que celui de l'indépendance nationale pour les peuples opprimés.

En réalité, tout le projet est entaché, complètement avec la tradition du M.T.L.D. pour ce qui concerne le problème de l'indépendance se plaçant au centre de l'action ordonnant tous les mots d'ordre partiels engagés en Tunisie et au Maroc est là pour démontrer qu'il n'y a pas de mot d'ordre plus réaliste que celui de l'indépendance nationale pour les peuples opprimés.

Il est certain que le redressement s'effectuera s'il n'est déjà effectué et nous sommes convaincus que le M.T.L.D. démontrera que l'Algérie est pour l'impiérialisme français un problème insoluble au même titre que la Tunisie et le Maroc.

P. LAMBERT.

A nos lecteurs

Le numéro 329 de « LA VERITE » parait avec une semaine de retard sur la date prévue. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et abonnés. Avec ce numéro, « LA VERITE » comme chaque année, interromp sa parution pendant la période des congés. Le numéro 330 paraîtra le 9 septembre.

Pour assurer la parution régulière de 8 pages de notre journal, plus la parution de « LA VERITE » a besoin de l'aide de tous ses amis.

Abonnez-vous ! Un abonné vaut 2 lectures.
1 an : 400 francs.
6 mois : 200 francs.
Soutien : 500 et 1.000 francs.
C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris.

A propos d'une mise en demeure de « L'Humanité »

La politique stalinienne de trahison des peuples coloniaux a une longue histoire. En 1936, sur l'autel du Front Populaire de collaboration avec les Français, le gouvernement dirigé par de Gaulle auquel participe les ministres staliniens qui préside aux massacres de Sétif et de Guelma (45.000 morts). Thorez récidive et exige l'interdiction du P.P.A. des poursuites contre son chef Messali qualifié pour la circonstance d'hitlérien.

A nouveau, le parti stalinien, préconise la soumission du gouvernement français qui par la voix de son président vient d'affirmer sa volonté d'assurer la présence française en Afrique du Nord, de lever les armes de la répression impiérialiste.

Les dirigeants des mouvements nationalistes expriment leur méfiance. Ils sont payés pour savoir ce que peuvent signifier les défaites des gouvernements capitalistes que soutient le Parti Communiste Français.

« L'Humanité » du 6 juillet 1954, sous le titre « Front Unique », sous le titre « Libre », vient de signifier au M.T.L.D. que le fait de ne pas se vauter avec elle dans la politique de collaboration avec les Français n'est pas une « faute ». De Gaulle-Chevallier (maire d'Alger) « Daliadier-triquette - Naegels, équivalait à soutenir... Laniel - Bidault - Martin-Duplat. Tout ceci écrit avec la suffisance d'un parti qui veut à toute force identifier sa trahison avec les aspirations du peuple français. Mais les Algériens se souviennent que Thorez était vice-président du Front de défense des intérêts de leur bourgeoisie nationale.

Les militants du P.C.F. sont également payés pour savoir que le patriote Daliadier a été envoyé au bagne avec Messali et au petit d'exécution.

Cet article de « L'Humanité » appelle une dernière observation. Adressé au gouvernement Mendès-France il témoigne de la « bonne volonté » des dirigeants staliniens de défendre des intérêts de leur bourgeoisie nationale.

La ligne de l'appareil Duclos-Servin a sa logique. Préconisant l'alliance avec l'impiérialisme français, anti-CEdiste, elle conduit le P.C.F. à s'opposer à toute lutte anticapitaliste du prolétariat français, à saboter la grève générale. Vouant en malheur les travailleurs français au char de l'impiérialisme, le P.C.F. s'oppose à nouveau comme en 1936, et en 1945, à combattre les aspirations légitimes du peuple algérien à l'indépendance nationale. Tous les articles, prétextes et humanitaires des Feix, toutes leurs proclamations de sympathie à l'action engagée par les masses arabes ne sont que poudre aux yeux et démagogie. Le fait est là, le Duclos-Servin-Feix se placent aux côtés de leur « gouvernement Mendès-France, contre les déportés de la Bourghiba et l'action libératrice des peuples opprimés d'Afrique du Nord.

Des militants communistes écrivent à LA VERITE

Depuis plusieurs mois « LA VERITE » a ouvert ses colonnes à des militants du P.C.F. qui y expriment librement leur point de vue. C'est aujourd'hui une militante communiste de la première heure qui nous adresse cette lettre à propos de l'affaire Marty et de l'autocritique de R. Calas.

Une auto-critique constructive

CEUX qui ont suivi de près l'affaire Marty ne peuvent pas ne pas se souvenir de la fameuse autocritique que Calas prononga au Comité Central en décembre 1952 et à laquelle « L'Humanité » du 13 décembre 1952 consacra une large place.

Il faut rappeler que Calas avait été longtemps le collaborateur d'André Marty et qu'à la séance du Comité Central de septembre 1952, il s'était contenté de voter les sanctions contre Marty et Tillon, sans... commenter son finis par trois platitudes.

Sans commentaires ! C'était inadmissible !
Entre les deux sessions du Comité Central, c'est-à-dire entre septembre et décembre 1952, la commission d'enquête chargée de trouver de nouveaux témoignages accablants contre Marty fut largement le temps de pratiquer son l'annusique une médication radicale.

Alors s'opéra le miracle...
Calas comprend soudain qu'il a trahi son aîné en ne disant pas ce qu'il savait à son parti. Depuis le 4 septembre, il a vraiment réfléchi à la faute commise. Il a bien eu dans l'intervalle l'intention d'écrire au Comité Central, mais il s'est aperçu que pour lui « assez de conviction et de courage politique pour le faire ».

Aujourd'hui, il va bien se rattraper et il se fera passer au poitrinaire aussi souvent qu'il le faudra.
Après avoir exprimé à l'assemblée ses vifs regrets pour un comportement qu'il désavoue hautement, il s'écria :

« Mon vote... avait donc été dans une certaine mesure formel. Je m'étais au fond, prononcé davantage par discipline que par conviction ».
Encore qu'il ait défendu dans les Fédérations les décisions du Comité Central, il n'a pu le faire avec la fermeté nécessaire, parce que « sa conviction n'était pas absolue et définitivement établie ».

Dans cette conviction qui se cherche, dans cette conscience obnubilée, on finit par trouver la main de Satan lui-même.

« André Marty, dit Calas, avait réussi à faire pénétrer en moi, insidieusement, et sans que je m'en sois rendu pleinement compte, une certaine défiance à l'égard du parti et, en tout cas, à obscurcir en moi l'esprit de parti... »

Maintenant, il va tout nous dire, absolument tout et fera un bilan sérieux de toutes les circonstances qui ont amené sa collaboration avec A. Marty. Il faudra pour cela remonter à 1925...

Plus tard, il finira par se rendre compte de l'ascendant certain que Marty avait pris sur lui et cherchera à s'en dégarer. Pas complètement, sans doute. Sans cela, aurait-il toléré plus longtemps « des agissements qu'il réprouvait » ? Aurait-il constaté ces agissements sans se plaindre au moins même qu'il souffrait ?

« Je n'étais pas encore arrivé à penser qu'il (A. Marty) avait le plus grand mépris des hommes qui ne soutiennent pas sa volonté ou qui s'y soumettaient aveuglément. Je croyais honnêtement que son com-

portement à l'égard des cadres n'était pas juste, mais qu'il semblait provoqué par l'indignation suscitée en lui par l'application ou la mauvaise application de la ligne du parti par certains militants. Je crois qu'il avait seulement le tort d'exiger des autres la même capacité et la même puissance de travail dont il était lui-même capable... »

« De toutes ces difficultés rencontrées dans ses rapports avec A. Marty, le pauvre homme en souffrait, mais stoma une assez grande mesure.
Aujourd'hui qu'a cessé son martyre, toutes les rancœurs amassées ressortent. Et c'est en se tortant de douleur qu'il va confesser tous les péchés que ce diable de Marty a, artificiellement, fait pénétrer en lui, pauvre naïf « qui ne se rendait pas pleinement compte ».

« Cet homme égaré et troublé fait vraiment pitié ! Il n'est sûr de rien. Il doute de tout. Ces mots : « Peut-être ai-je craint... » et « J'ai peut-être cru... » ne me paraissent pas à ce moment », « sans que je m'en rende compte clairement », « J'ai fait preuve de myopie politique », « Ces mots sont peut-être un peu trop évidents claires pour moi », reviennent

UN PAS EN AVANT

(Suite de la page 1.)

« Les deux-décades devaient être exclues de l'organisation syndicale. Ils pouvaient et devaient rester unis dans une même organisation syndicale. Ils le pouvaient dans la seule mesure où dans son fonctionnement, ses objectifs, sa tactique, la CGT reste l'organisation où se rassemblent les salariés de toutes tendances. En réalité tout le problème de l'unité réside dans ces propositions simples : maintenir l'organisation sur le terrain où les salariés peuvent s'unir dans l'action, c'est-à-dire sur le terrain de leurs intérêts spécifiques de classe. »

La direction de la CGT après la scission a exclu pour délit d'opinion toute une série de militants ouvriers parmi lesquels les trotskystes Renard, Just et Lambert. Leur exclusion, quelle qu'en soient les prétextes formels a eu une seule et même cause : leur qualité de trotskyste.

Le problème des exclusions, dépassé largement la personne des exclus. En réalité, la crise, le malaise régnant dans la CGT dans ces dernières années ont été la même explication.

La direction du PCF a imprimé à la CGT une orientation contraire aux intérêts de la classe ouvrière (grèves défilées de février 52 et de mai 52, opposition au Front Unique, grèves tournantes, etc). Pour les besoins de cette politique, la direction du PCF décidait des mesures d'exclusion anti-démocratiques, anti-staliniennes.

Nombreux sont les militants de la CGT, adhérents ou non au PCF, qui sont arrivés, par leur propre expérience et pour défendre leur organisation à cette simple et évidente conclusion. Il faut en finir avec les gymnastiques dictées par Duclos-Ser-

comme des lianes. C'est fade à vous d'attirer la hausse.

Pour conclure, c'est à la direction du parti qu'il adressera cet appel fervent qui vaut d'être entièrement reproduit.
« Je sens douloirement aujourd'hui le poids de nos responsabilités dans les faits que le Comité Central est obligé d'examiner et de sanctionner. Je sens combien j'ai manqué aux principes du parti tels que Lénine, Staline et Maurice Thorez en France, nous les ont enseignés et mis en pratique... »

Ainsi soit-il !
Cette confession sans grandeur porte la marque d'un tel manque de caractère quelle fut antipathique à tous ceux qui l'écouteront ou en prirent connaissance.

C'est pourtant de ce chef-d'œuvre de bassesse et de fausse humilité, que Charles Fréchet fera, dans « L'Humanité » du 26 mai 1954 (Tribune de discussion) une apologie outrée, le qualifiant de « le plus grand exemple de critique constructive » et déplorant la rareté de telles auto-critiques. En outre, il proposera qu'une grande publicité lui soit donnée dans le parti !

MARGERITE.

« La CGT. Il faut permettre à la CGT de vivre en tant qu'organisation syndicale. Il faut que la CGT déploie son vrai visage d'organisation syndicale. Et pour cela il faut en finir avec les ostracismes de tendances. Militants et syndiqués CGT par leur propre expérience en arrivent à conclure que l'orientation syndicaliste révolutionnaire défendue par les trotskystes dans le mouvement syndical n'est pas incompatible avec la qualité d'ouvrier. Bien au contraire. Ils estiment que ceux qui depuis des années lutent de façon conséquente pour l'unité d'action syndicale, qui présentent les Assises Nationales d'unité d'action syndicale organisée par des comités paritaires à tous les échelons et contrôlés par les comités d'unité d'action démocratiques à la base doivent retrouver leur place dans la CGT. »

Un premier pas dans cette voie vient d'être franchi. Le camarade Lambert (Boussel) vient d'être réintégré dans la CGT. Après une discussion large et approfondie, les syndiqués CGT de sa section ont décidé à l'unanimité de lui redonner sa carte de syndiqué. Est-ce à dire que les participants à l'Assemblée syndicale aient abandonné leur position ? En rien. Le trotskyste Lambert a déclaré qu'il restait trotskyste, de même que d'autres camarades conservent leurs tendances politiques. Mais, tous ils ont estimé que dans le cadre du respect de la démocratie ouvrière, les syndiqués de toutes tendances pouvaient militer ensemble pour le renforcement de l'organisation syndicale et le succès des aspirations de la classe ouvrière.

LA VERITE.

Après le Congrès d'Ivry :

« L'UNION et l'action de toutes les énergies nationales et démocratiques constituent le problème décisif de l'heure, l'unité de la classe ouvrière étant la condition d'un tel rassemblement », disait Maurice Thorez à « L'Observateur » suite quelques mots.

Le Congrès du PCF paraphrase Thorez en ces termes : « La réalisation du front unique prolétarien conditionne le rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques, question décisive de l'heure ».
Ce plan tactique de la direction du PCF, consistant à réaliser le « front unique prolétarien » dans le cadre d'un rassemblement plus vaste des « forces nationales », ne marque pas de précédents historiques. Chaque fois qu'elle a conclu une alliance avec les représentants de la bourgeoisie, pratiquée la collaboration des classes sous une forme directe, la direction du PCF a accordé la plus grande importance à une alliance avec les dirigeants socialistes et avec les forces qu'ils contiennent.

En 1944-46, par exemple pour cimenter le « Front National » et l'alliance avec de Gaulle, Thorez faisait tous ses efforts pour maintenir et renforcer le pacte dit d'unité d'action conclu avec le Parti Socialiste, et voulait même aller plus loin : jusqu'à la constitution d'un Parti Ouvrier Français unique. La raison en était simple : mobiliser toutes les forces de son appareil pour convaincre les travailleurs que la grève est arme de trusts » et que « le devoir de classe est de produire », il aurait été mortellement dangereux que des dirigeants sociaux-démocrates pris de volées gauchistes statuent un autre langage. Pour parer à cette éventualité, il fallait non seulement l'unité d'action des bureaucrates, non seulement l'unité syndicale, qui — loin de l'enlever — facilite au contraire la révélation de la base contre les dirigeants bureaucratiques (grève des postiers de 1946). Il fallait encore et surtout un pacte politique avec les dirigeants sociaux-démocrates — et si possible une alliance avec eux — garantissant qu'en aucun cas ceux-ci ne seraient « A LA GAUCHE » du PCF.

Il en est exactement de même en 1954. D'une façon purement démagogique, mais qui reste gênante pour Thorez-Duclos, « Le Populaire » reproche constamment au PCF de faire alliance avec les représentants anti-CE du haut patronat et de l'armée, et abandonner les revendications propres à la classe ouvrière de politique étrangère. Les réponses sont rentrées ensemble dans la majorité. Dans l'immédiat, voilà qui garantit Duclos qu'il ne sera pas débordé sur sa gauche, au moins par les dirigeants sociaux-démocrates.

Le sabotage

« Le sabotage est une arme de la lutte de classe et des organisations politiques du prolétariat. »

« Le sabotage est une arme de la lutte de classe et des organisations politiques du prolétariat. »

« Le sabotage est une arme de la lutte de classe et des organisations politiques du prolétariat. »

« Le sabotage est une arme de la lutte de classe et des organisations politiques du prolétariat. »

« Le sabotage est une arme de la lutte de classe et des organisations politiques du prolétariat. »

LA VERITE.

LE VIÈME CONGRÈS DES SYNDICATS DE L'U.R.S.S. GUATEMALA: LE MASQUE A LA MAIN DE Wall Street

LE XI^e Congrès des Syndicats vient de se tenir en U.R.S.S. La pièce maîtresse en a été évidemment le discours fleuve de Chervnik, président du Conseil Central, mais en réalité véritable ministre du Travail. Ce sont les syndicats soviétiques et les syndicats que le nom. Ce sont en fait des organismes spécialisés chargés d'assurer à l'usine et sur le chantier la domination de la bureaucratie soviétique sur les travailleurs. A l'organisation autonome de ceux-ci s'est substitué un appareil de police industrielle. C'est d'ailleurs ainsi que Chervnik l'entend lorsqu'il dit à la fin de son intervention que « les syndicats sont les adjoints sûrs et actifs de notre parti dans l'éducation des travailleurs et entièrement dévoués à la cause de notre patrie... »

EMULATION SOCIALISTE ET PRODUCTIVITE

Depuis bientôt un an le gouvernement soviétique a mis l'accent sur la nécessité du développement rapide de l'agriculture et de l'industrie des articles de consommation courante.

La bureaucratie ne pouvait conduire cette politique de concession aux exigences accrues du peuple soviétique autrement que par ses méthodes habituelles c'est-à-dire en aggravant les normes, à caractère bourgeois de rémunération et de répartition, en accentuant par conséquent la différenciation sociale et en continuant à s'attribuer les plus hauts revenus de l'économie planifiée.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions l'enthousiasme des ouvriers soit moins grand que celui de l'oligarchie stalinienne. Un longue plainte monte, à ce congrès, de la bouche des dirigeants en ce qui concerne l'exécution du plan, le rendement et la discipline du travail.

Afin d'obtenir un accroissement du rendement il est important que les syndicats prennent toutes les mesures pour renforcer la discipline du travail. Mais certaines organisations syndicales pactisent avec les violations de la discipline, oublient que les absences injustifiées et les retards portent un préjudice sérieux au gouvernement... »

Ce n'est évidemment pas en diminuant ses propres privilèges que la bureaucratie répond au mécontentement des travailleurs mais en faisant appel à la terreur policière. « Les comités d'usine doivent lutter résolument pour le renforcement de la discipline du travail dans les entreprises, créer un mouvement d'opinion, contre les tireurs au flanc, contre les désorganiseurs de la production, augmenter et améliorer le travail des tribunaux de camaraderie... »

Dans une telle situation où les travailleurs sont dépourvus de tout droit de regard sur la gestion de l'économie, l'émulation socialiste que « La Pravda » présente comme le problème numéro 1 dans les tâches des syndicats ne peut être qu'une émulation d'appareils dans la gestion de leurs entreprises.

On falsifie et on truque les résultats obtenus. Les statistiques sont mises au service de l'annonce des grands fonctionnaires. On mettra en avant les unités les mieux organisées au détriment des autres. Le développement socialiste harmonieux de l'économie est remplacé par la compétition entre les dirigeants des trusts et des branches d'industrie. Chervnik ajoute :

« Une pratique bureaucratique s'est instaurée ces dernières années dans le bilan de l'émulation socialiste de l'Union lorsque le Conseil Central des Syndicats et les ministères ne se préoc-

cupent que des entreprises d'avant-garde... »

LES NORMES BOURGEOISES DE REMUNERATION

La bureaucratie s'est vue contrainte de faire disparaître de la circulation toute citation concernant le stakhanovisme méthode de travail venue par l'ensemble des ouvriers. Il est plus prudemment question maintenant de « novateurs ».

Mais le but à atteindre pour la caste dirigeante privilégiée reste le même : ouverture de l'éventail des salaires, travail aux pièces, accentuation des cadences de travail. Il n'y a que ce moyen pour elle de maintenir en sa faveur l'inégalité sociale dans une économie planifiée en plein essor. Que de fois les bureaucraties doivent se laisser porter à envier les dirigeants capitalistes qui sont déjà arrivés, eux, à ces résultats enviables.

Mais la bureaucratie ne renonce pas à y parvenir à son tour :

« Comme le montre l'expérience de nombreuses années, la forme la plus effective de l'émulation s'avère être l'émulation individuelle ou par brigade. C'est dans cette émulation que l'initiative créatrice trouve son expression la plus concrète. »

Et pour bien montrer que l'U.R.S.S. est engagée dans la voie du communisme où chaque individu sera satisfait à la mesure de ses besoins comme le chante tous les jours la presse soviétique, Chervnik fait appel à des notions que l'ouvrier des pays capitalistes trouve à longueur de colonne dans les journaux bourgeois :

« Le Conseil Central et les Comités Centraux des Syndicats doivent s'efforcer de liquider le nivellement des salaires des ouvriers et employés, lier toujours l'augmentation des salaires à celui du rendement. »

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Libérés de tout contrôle ouvrier les bureaucraties dirigeantes d'entreprises violent la législation du travail, négligent les mesures de prévention et de sécurité. Les fonctionnaires syndicaux liés par leur « idéologie commune » ne manifestent aucune opposition à ces pratiques anti-

ouvrières : « Dans beaucoup d'entreprises les dirigeants font faire des heures supplémentaires, modifient les horaires, privent les ouvriers du repos hebdomadaire normal. Les organisations syndicales ne luttent pas contre ces manœuvres et autorisent même à faire des heures supplémentaires en masse... »

« Dans beaucoup d'entreprises le rôle des conventions collectives est minimisé... »

« Les Comités Centraux des syndicats se comportent d'une façon trop libérale vis-à-vis des dirigeants d'entreprises qui n'assument pas les obligations découlant des conventions collectives... »

Les ouvriers soviétiques ne peuvent accéder le moindre crédit à la multitude des bureaucraties syndicales qui vivent sur leur dos et qui montrent tous les jours leur entorse collée avec les directeurs d'entreprise. Ce n'est pas sur eux qu'ils peuvent compter pour améliorer leurs conditions de travail. Et pourtant 40 millions de travailleurs payent par leurs cotisations, à titre d'impôt, le C'est le montant des salaires de près d'un demi million d'ouvriers qui entre annuellement dans les caisses de la direction syndicale.

CHVERNIK EN HAUSSE

Ce XI^e Congrès, convoqué 5 ans après le précédent, marque le retour de Chervnik après l'éclipse que son poste a subie à la mort de Staline.

« Démisioné » alors du poste de Président de l'U.R.S.S. il avait été remplacé à la tête des syndicats mais ne semble pas avoir été admis à participer activement à l'élaboration du cours Molotov. La convocation du congrès, la place que « La Pravda » lui a consacrée en reproduisant largement son discours indiquent clairement que la position de Chervnik se trouve renforcée dans l'appareil. Ce retour relatif de celui que Trotsky désignait comme le garçon de course le plus servile au service personnel de Staline doit être considéré comme une des expressions du renforcement de l'influence, dans l'équipe dirigeante, des tendances droitières trouvant leur appui dans l'armée.

BOIVIN.

Les U.S.A. et la guerre du Viet-Nam

(Suite de la page 1.)

britannique, l'avènement du gouvernement Mendès-France à Paris et la perspective d'un armistice en Indochine. Eisenhower dut se limiter à la conception d'un pacte « à l'instar de celui essentiellement conclu à la Chine populaire. Winston Churchill oppose à cette idée celle d'un « Locarno asiatique destiné à assurer la co-existence pacifique » avec l'U.R.S.S. et la Chine. La récente rencontre Churchill-Eisenhower n'a pas réalisé l'accord sur cette question et, pour le moment, il n'y a ni « Locarno », ni pacte militaire pour l'Asie. Il n'en est pas moins vrai que les dirigeants des Etats-Unis doivent se rendre compte de l'attitude psychologique du peuple américain, de la défaite française en Extrême-Orient et de la pression britannique. C'est ce qui explique les déclarations de M. Molotov au sujet de la « co-existence » (plus réservées que celles de Churchill) et sur la possibilité d'un partage de l'Indochine.

Face à la défaite irrémédiable du colonialisme français, Washington n'exclut pas cette solution du « moindre mal » (pour l'impérialisme), car celui-ci exorbitait les coûts de la guerre au Viet-Nam... Mais Eisenhower et la bourgeoisie américaine comprennent assez bien qu'il n'est plus possible de détruire le Viet-Nam. L'impérialisme a perdu une bataille importante.

Le SWP (parti trotskyste américain) même depuis le début de la guerre d'Indochine, une attitude conséquente contre l'intervention directe ou indirecte des USA, pour l'indépendance complète des peuples coloniaux, rappelant au prolétariat américain que l'Amérique était elle-même une colonie qui se libéra au XVIII^e siècle de la domination anglaise et que le peuple indochinois réclame aujourd'hui le même droit à l'indépendance que les fondateurs des Etats-Unis formulèrent en 1776.

RALPH CARLTON.

Le sabotage de l'Front Unique et le cri de "Front-mouvement"

coléarien que cherche Duclos, c'est uniquement sur la gauche coneh avec Guy Mollet. Par cet Front Unique, le parti communiste, les militants socialistes autour d'eux les plus larges masses, de l'entraînement PS-PC, appuyés sur les organisations qui Duclos de soutenir inconditionnellement ce qui pourra qu'il modifie la politique extérieure

propositions conséquentes d'unité d'action, CGT - CGT-FO. Car les travailleurs exigeraient qu'ils soient pris en considération leurs revendications de classe. Or, Duclos entre le prétexte de la situation de classe, et sous un tonbeur de leurs offertes à la nouvelle politique « extérieure française ».

GARRIVE

plus par conséquent de proposer au Parti Socialiste Chartes d'unité, la moindre liste de mots d'origine capitaliste, le moindre programme renoué dans la forme, l'alliance avec Guy Mollet que Communiste n'a le moindre rapport avec ce que l'Unique. Ceci semble clair pour tout le monde, pour déguiser les vessies en lanternes. C'est quelque chose d'autre que ce que l'Unique est devenu la peste. Ce qu'exigent avant tout du marxisme, c'est qu'il soit un Front Unique pour des militants et de la grande masse des travailleurs du prolétariat et plus encore dans ses milieux des appareils bureaucratiques est relative-ment favorable, les moindres paroles d'unité des de écho ; reprises par des millions de bouches, lutte de classe, revendications économiques électorale contre le capital et son Etat, en passant les bureaucratiques les plus savamment édités.

Dans les textes du XIII^e Congrès comme dans les faits, cette volonté de sabotage du Front Unique a déjà porté les fruits les plus funestes. Le premier est la condamnation des travailleurs socialistes, parce que socialistes. Les thèses du XIII^e Congrès dans leur version finale dénoncent en effet « la part de responsabilités qui incombe à l'ouvrier socialiste, dans la mesure où il laisse le champ libre aux dirigeants qui perpétuent la scission ». Or, souvenons-nous que Duclos et Cie justifient leur appui à Mendès-France en proclamant qu'on ne peut baser une politique sur des appréciations morales. Ces appréciations morales, ils les oublient donc quand il s'agit de soutenir un gouvernement bourgeois. Mais ils les retrouvent à point nommé quand il s'agit de condamner un ouvrier socialiste ! Et ils savent les oublier de nouveau pour rappeler à Guy Mollet la France-Nouvelle (du 19 juin) que « l'unité est profitable aussi au Parti Socialiste » !

Le second fruit amer de la politique de sabotage du Front Unique, c'est l'offensive contre la direction de la CGT, qu'on entame l'appareil du PCF (2) et qui apparaît très clairement dans les dernières sessions de la CA et du CGN de la CGT.

La nécessité de l'heure, pour Duclos, est que la CGT cesse de jouer son rôle de syndicat ouvrier, oublie les revendications ouvrières et les nécessités de l'unité d'action, se prépare de nouvelles manœuvres d'union avec le parti socialiste et se livre à des pertes en influence et en effectifs syndiqués. Et si l'appareil CGT a d'autres intérêts et d'autres préoccupations, l'appareil CGT devra être trahi.

Ces calculs sont fort beaux et tiennent compte de tous les facteurs, sauf un seul : la profonde volonté révolutionnaire des travailleurs français, sur la profonde défiance vis-à-vis des dirigeants de tous bords qu'ils ont vu tant de fois trahir.

Jadis, en criant « Unissez-vous ! » aux dirigeants, les travailleurs français exprimaient leur foi trotskiste en un Front Unique. Aujourd'hui le cri d'Unité n'est plus que le cri d'Unité pris un autre sens. Il signifie « Unissez-vous, pour perdre tout prétexte à l'inaction ! Permettez-nous d'aller à la guerre, et de faire nos propres actes d'Unité ! C'est pas possible de ruser. C'est aux marxistes révolutionnaires qu'incombe la tâche de reprendre et de concrétiser cette revendication des masses et d'en faire l'instrument de leur victoire.

de proposition d'unité d'action aux dirigeants ns, qui figurait au projet de thèse 17 du XIII^e action définitive. C'est bien compréhensible. Du-avec les dirigeants socialistes qui ont été et qui n'ont rien à gégner et tout à perdre à des

(1) Voir à ce sujet LA VERITE n° spécial sur le XIII^e congrès du PCF (article de S. Jut sur le Front Unique).
(2) Voir à ce sujet LA VERITE n° 338 : « Après Marty et Lecœur, Fran-

Depuis que l'article qu'on va lire nous a été adressé par notre ami Ralph Carlton, le talon de fer de l'impérialisme yankee s'est appuyé sur le Guatemala. Les mercenaires de l'United Fruit empiètent les prisons, fusillent les électeurs ouvriers et paysans d'Amatuzac. Parifroy est le vrai maître du Guatemala. La civilisation de la libre entreprise est sauvée ! La réforme agraire sera sérieusement révisée, annonce le « général » Armas.

Le triomphe de Wall Street semble complet. Mais la colère et la haine qui s'accroissent dans le cœur des peuples du monde contre la brutalité sans masque de l'impérialisme américain, prépare l'heure d'une proche revanche. Les peuples d'Amérique latine ont appris qu'une lutte à mort est nécessaire pour s'affranchir de l'impérialisme yankee. Ils ont appris aussi qu'un gouverneur bourgeois comme celui d'Arbanz, qui capitule aux premières difficultés, qui n'ose pas armer le peuple, qui recule devant toute atteinte décisive à la propriété capitaliste, ne peut mener cette lutte à bonne fin. La leçon ne tardera pas à servir.

New York, le 24 juin 1954.

LORSQUE le Gouvernement de la République du Guatemala, un des rares gouvernements constitutionnels de l'Amérique Latine et probablement le premier gouvernement démocratique que le Guatemala ait jamais connu, établit une réforme agraire en 1952, confisquant des terres non-utilisées appartenant à la United Fruit Company américaine et les distribuant aux paysans pauvres, les capitalistes des U.S.A. crièrent au scandale: Quel défi lancé à Wall Street par un petit pays de l'Amérique latine ? L'impérialisme américain considéra comme sa propriété.

La United Fruit Company fut dédomagée mais copuyée par le gouvernement de Washington, elle réclama une somme quatorze fois plus grande. Pourtant, elle avait pu garder les terres utilisées pour la production des bananes et ses autres entreprises. Le gouvernement du Guatemala, dirigé par le Président Jacobo Arbenz, ne céda pas à ce chantage. Alors, Washington commença ses opérations contre la petite république que la presse capitaliste de New York dénonça promptement comme « communiste ».

Premier pas : Une tentative d'isolement diplomatique. En mars 1954, à la conférence inter-américaine de Caracas, Foster Dulles présenta une résolution approuvant à l'avance une intervention dans des pays de l'Amérique occidentale dominés par les communistes. Tout le monde comprenait que c'était là une menace à l'adresse du gouvernement Arbenz.

Deuxième pas : La calomnie antirouge. En mai, Dulles annonça au monde que le Guatemala avait fait venir des armes de l'Europe orientale. « Le Guatemala armé par les Communistes », voilà le thème de propagande utilisé contre la légitime présidence de Jacobo Arbenz. Le Guatemala — base d'opérations communiste... En réalité, il s'agissait de 1.800 tonnes d'armes, quantité qui sera insuffisante pour équiper la police d'une des grandes villes américaines ! Le Guatemala les avait achetées en Europe orientale, tout simplement parce que les Etats-Unis avait refusé de lui vendre des armes. « Et qui pourrait croire que ce petit pays constituerait une menace pour les U.S.A. ? Mais tous les prétextes étaient bons... »

Troisième pas : Les U.S.A. arment les forces armées du Guatemala. Les Républiques du Nicaragua, du Honduras dont les gouvernements sont complètement inféodés à l'impérialisme, recrutent des soldats, des jeeps, des munitions américaines (et allemandes). A titre de démonstration militaire, trois bombardiers géants de type B-26 furent envoyés au Nicaragua, qui rompit alors ses relations diplomatiques avec le Guatemala.

En même temps, les forces armées des U.S.A. organisèrent le blocus naval du Guatemala, refusant ainsi au gouvernement de cette république indépendante le droit de commercer avec les mers... Au Honduras où une grève des ouvriers surexploités des plantations contait la United Fruit Company eut lieu en mai, les agents indigènes du capitalisme yankee se plaignirent d'une prétendue « infiltration rouge » venue du Guatemala.

Quatrième pas : L'agression est déclenchée. Une armée composée en grande partie d'aventuriers professionnels et de soldats américains (les tissus du Guatemala, placés sous le commandement du colonel réactionnaire Carlos Castillo Armas à la hauteur hitlérienne, a tenté un coup d'Etat avorté contre le gouver-

Les jeunes ne veulent pas servir de chair à canon aux colonialistes

(Suite de la page 4.)

grandes organisations ouvrières et sur les mouvements de jeunesse qui jouent le jeu d'un soutien légal non rien fait ni pour organiser les jeunes ni pour éduquer les mesures de guerre. Le PCF laisse faire « l'expérience Mendès-France » mais du même coup il livre la jeunesse française à Kéroux.

C'est aux jeunes eux-mêmes de répondre à cette trahison par la lutte qu'ils mènent sous toutes les formes possibles et imaginables. Ils ont été libérés dans des amicales démocratiquement constituées et réellement représentatives de leur volonté de lutte ; en faisant partie de ces amicales, ils ont appris eux-mêmes à se défendre leurs droits.

Aux jeunes révolutionnaires de promouvoir ce combat et d'en expliquer le contenu ; lutte contre la guerre, non en phrases, mais contre celle qui existe ; la guerre du Viet-Nam, lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, liberté de nos terres d'Indochine et d'Afrique Nord.

Les jeunes n'ont que faire des combinaisons diplomatiques.

Ils savent et ils montreront que seule la lutte qu'ils mènent avec et pour la classe ouvrière, peut faire reculer les assaillants colonialistes qui voudraient les sacrifier.

F. FORQUE.

nement du Guatemala en 1950, marche ouvertement dans les rues des villes et villages du Honduras. Ensuite, c'est l'invasion. Et la presse américaine annonce au peuple guatemalteco qu'il sera libéré sous peu. Cela ressemble fort à la libération des Espagnols par Franco en 1936 ou à celle des Tchèques par Hitler en 1939.

Il est trop tôt pour prédire l'évolution des opérations militaires. Mais il est évident que les ouvriers et paysans guatémaltecos s'opposent à une dictature éventuelle de Castillo. Castillo homme de confiance de la United Fruit Company. Et au Honduras, 2.000 personnes participèrent à une manifestation de étudiants y avaient organisée, le 23 juin, contre l'intervention impérialiste. La police tira dans la foule ; il y eut sept blessés. Quel que soit le résultat militaire de l'agression, celle-ci ne manquera pas d'accroître l'impopularité de l'impérialisme américain, de renforcer moralement les mouvements anti-impérialistes en Amérique latine.

Des étudiants et des ouvriers viennent de brûler publiquement un drapeau américain dans la place centrale de Santiago, capitale du Chili...

Le 7 juin déjà LE MILITANT, organe du Socialist Workers Party (parti trotskiste des U.S.A.), avait mis en garde le prolétariat américain contre l'agression projetée, dénonçant la Guatemala comme une menace impérialiste, comme il l'a fait depuis le début même de la réforme agraire guatémalteco.

Ralph CARLTON

Romppez cette honteuse COLLABORATION!

(Suite de la première page)

5) Rappelons-nous la déclaration du BP du PCF en date du 12 juin. Elle préparait le vote pour Mendès-France et appelait à l'adhésion politique à celle de Laniel-Bidaud. « Les dernières mesures gouvernementales à propos de l'Indochine — tel l'appel à l'adhésion — étaient des mesures de guerre caractéristiques ». Voilà pourquoi il fallait soutenir Mendès-France. Mais ces mesures de guerre, si elles avaient été le principe, c'est Mendès qui aujourd'hui les promulguait et les appliquait dans l'Indochine. Les Laniel n'avaient osé même parler d'un envoi du contingent en Indochine. Mendès, désireux de tater le terrain, a pu le faire impunément, fort de l'appui du PCF qui même dans la presse n'a eu aucune réaction. Mendès sait maintenant qu'il peut faire accepter l'importation de soldats aux travailleurs français, du moins à Ducloux.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE FAIT PEAU NEUVE

La bourgeoisie française ne pouvait plus vivre sous un gouvernement Laniel. Elle a donc cherché de nouvelles couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont préféré le remplacer, à froid, par un homme au premier abord, mais en fait, un homme susceptible de s'assurer, en concertant avec des dirigeants ouvriers, Mendès-France.

En même temps, il avait le virage de la politique extérieure.

Essentiellement, il s'agissait pour la bourgeoisie française de conclure un accord avec le régime Laniel qui aurait permis de conclure un accord à la fois avec toutes les couches de la nation (classe ouvrière, petite et moyenne paysannerie, commerçants, enseignants et autres fonctionnaires et autres cadres, corps des officiers) Laniel ne connaît la décadence du régime. Il était à la hauteur de la première offensive de la bourgeoisie française. Les cercles capitalistes dirigeants ont

SUR LE FRONT OUVRIER

Soutien de Mendès-France C. G. T. - F. C. F. Deux politiques sur le Front Unique

LE groupe communiste et le groupe socialiste ont voté l'investiture de Mendès-France à l'Assemblée, offrant ainsi un nouveau répit à la bourgeoisie française, emprisonnée dans des contradictions insurmontables qui se sont manifestées d'une manière aiguë pendant l'exercice du gouvernement Laniel.

La logique inéluctable d'une telle politique a conduit les deux grands partis ouvriers à ne plus parler du tout des aspirations économiques et politiques des travailleurs français, alors que pourtant au XIII^e congrès du PCF, il y a trois semaines, Pierre Thévoz demandait encore timidement au gouvernement en gestation, la satisfaction des revendications pressantes des travailleurs !

L'application de cette politique se heurte à des difficultés considérables du côté des grandes centrales syndicales que le PCF et le PS contrôlent respectivement.

Pourquoi ? La cause en est simple : la raison d'être des syndicats ouvriers est, avant toute chose, la lutte pour les revendications économiques de travailleurs.

Mais leur politique de soutien de Mendès-France place le PCF et le PS devant de nouveaux impératifs — écarter tous les obstacles qui vont surgir inévitablement, du fait des revendications ouvrières, sur la route du nouveau gouvernement.

Le relèvement du salaire minimum garanti à 25.166 francs, chiffre dont l'insuffisance est déjà criante, représente néanmoins un de ces obstacles insurmontables, pour le nouveau gouvernement, puisqu'il ne s'agit rien de moins pour la bourgeoisie que de déboursier deux milliards.

On exigera donc des centrales qu'elles mettent sous le boisseau cette revendication.

Il en va de même en ce qui concerne l'échelle mobile des salaires et les trois semaines de congés payés. « Ceci vous gêne, M. Mendès-France ? alors n'en parlons plus ! »

Il faut aussi donner des gages de paix sociale. Pour FO cela ne cause pas de difficulté, mais pour la CGT il en va tout autrement puisqu'elle avait préconisé la grève générale pour le 28 avril ! Franchon se voit donc contraint, au XIII^e congrès du PCF de faire l'autocritique de la direction confédérale. Il fait d'une pierre deux coups : il rend responsable la revendication des 25.166 francs de l'échec de la grève du 28 avril et condamne le principe même de la grève générale ! Les mêmes exigences pèsent sur la C.A. de la CGT qui publie une brochure destinée à tous les militants, où l'on peut lire :

« Il faut enfin corriger certaines conceptions erronées qui se sont développées dans la dernière période. Il est ainsi par exemple, de la conception de la « grève générale ». Une telle conception, à eu souvent fois, dans le mouvement ouvrier de conséquences négatives, etc., etc... »

LES DESIRS ET LA REALITE...

Mais les desirs de Duclos-Servin sont une chose et la réalité en est une autre !

Une semaine plus tard, se réunit le comité confédéral national de la CGT. De province arrivent des dirigeants fédéraux qui viennent expliquer les raisons de l'échec ou de la réussite du mouvement de grève du 28 avril dans leur département. Ils ont jugé à l'épreuve des faits et presque tous sont unanimes : la réussite ou l'échec du mouvement est entièrement fonction de la réalisation effective et solide de l'Unité d'Action entre les organisations ou de sa non réalisation, il n'est pas une question pour ces dirigeants fédéraux de remettre en cause le principe de la grève générale...

Cette atmosphère modifie un tant soit peu le ton de la résolution finale par rapport au communiqué de la C.A. de la CGT, résolution finale essentiellement de développement du front unique, en particulier avec FO et ceci à tous les échelons. Il est dit :

« Les accords entre organisations, réalisés en vue de l'action et pour des objectifs communs, ne peuvent qu'être positifs et favoriser les conditions de développement du front unique dans les entreprises, les ateliers, services, bureaux, chantiers... »

Parfait ! Voilà ce que ne cessent de répéter inlassablement les militants unitaires du « Comité Permanent pour les Assises Nationales d'Unité d'Action syndicale ». Il faut réaliser l'unité au sommet pour favoriser la réalisation de l'Unité à tous les échelons, et en particulier dans les entreprises.

Les fonctionnaires l'ont bien fait voir le 23 juin dans la cour du ministère de l'Intérieur.

Les fédérations des fonctionnaires avaient toutes décidé unaniment... mais séparément cette journée. La Fédération FO persista jusqu'au bout dans cette attitude sectaire... jusqu'au moment où, dans la cour du ministère de l'Intérieur, elle voulut donner le compte rendu de sa délégitimation, aux seuls militants FO de la Fédération. Ce jour-là, alors que se trouvaient réunis là des militants de toutes les centrales et naturellement beaucoup d'organisations... C'est au cri de « Unité ! Unité ! » la délégitimation FO s'est vue contrainte de donner son compte rendu devant tous les fonctionnaires sans distinction de centrales. Il en fut de même pour les autres fédérations...

M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir... Les fonctionnaires, ont fait des Assises pour l'Unité... dans la cour du ministère. Cet exemple, pris en tant que tel, est digne de la délégitimation FO, car il est clair que ce qui se passait à l'Intérieur, n'est pas un exemple à copier, mais une discussion fraternelle qu'il en va le 19 juin avec une délégitimation du Comité Permanent pour les Assises Nationales d'Unité d'Action Syndicale. Ce jour-là, il est clair que ce qui se passait à l'Intérieur, n'est pas un exemple à copier, mais une discussion fraternelle qu'il en va le 19 juin avec une délégitimation du Comité Permanent pour les Assises Nationales d'Unité d'Action Syndicale.

JO VAN BEVER.

DES accords entre organisations réalisés en vue de l'action, et pour des objectifs communs ne peuvent qu'être positifs et favoriser les conditions de développement du front unique dans les entreprises... De tels accords entre les organisations, largement popularisés pour que les travailleurs puissent bénéficier de l'action soutenue et d'en contrôler l'exécution par les organisations signataires, doivent être activement recherchés », ainsi s'exprime la résolution issue du CCN de la CGT des 17 et 18 juin 1954.

« Obtenir sur le plan revendicatif des accords à la base beaucoup plus nombreux encore ; augmenter les efforts du Front Unique en direction des entreprises telles doivent être les préoccupations maîtresses de chaque organisation et de chaque militant du Parti », ainsi s'expriment les thèses du XIII^e congrès du Parti Communiste Français sur le problème du Front Unique.

Le contraste est saisissant.

Il est plus encore à la lecture des quelques lignes d'un communiqué du « L'Humanité » à l'intervention de Rouzaud, secrétaire de l'UGFF, pour rapporter de la résolution finale du CCN :

« Rouzaud, tout en marquant son accord avec les comités d'Unité d'Action pense que leur constitution ne correspond pas à la situation actuelle... »

« Les accords, ententes, cartels d'organisations et comités d'Unité d'Action ne s'excluent nullement les uns des autres, ce sont des formes d'organisation qui sont complémentaires... »

Ce sont là des divergences de fond. La thèse du XIII^e congrès du PCF reprend la position sectaire de l'Unité à la base, qui est en fait la négation même du front unique.

La position exprimée par Rouzaud et la résolution finale du CCN de la CGT posent un problème concret : le problème : l'entente entre les organisations au sommet permet la mobilisation des travailleurs, et par là la constitution des Comités d'Unité d'Action, qui ne peuvent se constituer que pour l'action, ce qui rend possible le contrôle des travailleurs.

Cette divergence est extrêmement importante parce qu'elle touche à une des questions fondamentales qui se posent devant les travailleurs. En effet, la réalisation du front unique ne peut se faire que par la mobilisation des travailleurs, et par là-même la constitution des Comités d'Unité d'Action, qui ne peuvent se constituer que pour l'action, ce qui rend possible le contrôle des travailleurs.

Cette divergence est extrêmement importante parce qu'elle touche à une des questions fondamentales qui se posent devant les travailleurs. En effet, la réalisation du front unique ne peut se faire que par la mobilisation des travailleurs, et par là-même la constitution des Comités d'Unité d'Action, qui ne peuvent se constituer que pour l'action, ce qui rend possible le contrôle des travailleurs.

Le vote des députés du PCF en faveur de Mendès-France qui n'a pas caché ses buts — maintien de la présence française en Indochine, négociation avec le Viet-Minh mais en même temps renforcement du corps expéditionnaire, répression en Afrique du Nord, recherche d'une solution de rechange à la CED, permettant le réarmement de l'Allemagne, et le renforcement de la coalition atlantique ébranlée, austerité économique, etc., etc. — ce vote est l'application stricte de la politique imposée au PCF par Mendès-France (tout mettre en œuvre pour sauver la bourgeoisie française).

Car l'effondrement de la bourgeoisie française est une menace directe pour le bureaucrate du Kremlin. La révolte de Berlin-Est en juin 53 et les mots d'ordre des travailleurs réclamant un gouvernement des métallurgistes à démocratiquement que crise révolutionnaire mûrit en Europe orientale. L'effondrement de la bourgeoisie française, sous les coups du prolétariat, qui ont des conséquences que cela implique, serait un appui direct à la révolution en Europe orientale, et poserait un problème immédiat, pour le prolétariat russe, le problème de la révolution politique en URSS, du renversement de la bureaucratie et du retour à la démocratie soviétique.

Or le déclenchement de grandes luttes ouvrières en France, serait un péril mortel pour la bourgeoisie assaillie de tous les côtés.

Ce sont donc les mêmes raisons, dictées par les intérêts du Kremlin, qui obligent les dirigeants du PCF à soutenir le gouvernement Mendès-France, à ne rien faire pour obliger la bourgeoisie à retirer le corps expéditionnaire d'Indochine, ou pour soutenir les peuples d'Afrique du Nord dans leur lutte pour leur indépendance, et à s'opposer dans la pratique au Front Unique prolétarien, condition de la mobilisation des travailleurs.

Cette politique rencontre nécessairement les plus grandes résistances parmi les militants du PCF.

Ce n'est certes pas la première fois que des militants du PCF sont en opposition avec la politique dictée par les dirigeants du Kremlin et Le Courant en sont les témoignages les plus récents. Mais aujourd'hui cette opposition bénéficie de conditions particulières. Elle s'appuie sur l'expérience acquise en août 53 par toute la classe ouvrière. Et de plus elle trouve un point précis de cristallisation — la question du front unique entre les différentes organisations syndicales et d'une politique concrète pour y parvenir, politique préconisée par l'ensemble des travailleurs, sous la forme lapidaire de « l'Unité au sommet », et un canal pour l'exprimer qui n'est pas sous le contrôle direct du Kremlin : l'appareil syndical de la CGT.

Les dirigeants les plus élevés dans l'appareil syndical se trouvent dans la nécessité pour ne pas rentrer en contradiction directe avec les militants de base et les cadres moyens, et par là-même se suicider moyennement, de faire écho à ces aspirations, et d'être en contradiction avec la politique du Kremlin.

Déjà dans son autocritique au Congrès du PCF sur la question de la grève de 24 heures du 28 avril, Fra-

chon avait déclaré qu'il avait été contraint de laisser le mot d'ordre de grève générale de 24 heures sous la pression des militants. La définition d'une politique de front unique syndical correcte a les mêmes sources.

Mais il est remarquable qu'au moment même où les dirigeants de la CGT définissent une orientation correcte sur le front unique en contradiction avec les thèses du XIII^e Congrès du PCF, leur critique de la grève de 24 heures porte essentiellement sur ce qui fut son aspect positif : la lutte de tous les travailleurs ensemble, de toutes les corporations, à l'échelle nationale. Si bien que les données se trouvent renversées par rapport à la période d'avant le 28 avril. A cette époque sous la pression des masses et des militants, ils ont lancé un mot d'ordre général qui correspondait à la volonté de lutte tous ensemble des travailleurs, mais ils en réduisaient considérablement la portée par une orientation sectaire des comités d'Unité d'Action élus, opposant au Front Unique au sommet et aux comités paritaires inter-syndicaux, le Front Unique à la base et les comités d'Unité d'Action élus.

Visiblement les dirigeants de la CGT font des efforts désespérés pour trouver un compromis entre les besoins, la volonté des masses et la politique voulue par le Kremlin.

Mais un tel compromis ne peut être durable. Ou bien ils devront pondérer jusqu'au bout, aux besoins des travailleurs, dans ce cas ils devront ; développer d'une manière conséquente leur politique de Front Unique, pour la mobilisation des travailleurs, la grève générale, et la lutte pour le pouvoir. Alors ils devront lutter également dans le PCF, d'une manière conséquente, contre la politique de l'Unité au sommet, de confiance et pour une politique de parti correspondante à cette orientation syndicale, sur tous les plans, une politique exprimant les seuls intérêts de classe du prolétariat. Ou bien ils reculeront devant les hommes du Kremlin et ils se couperont de la classe ouvrière.

La crise révolutionnaire ouverte par août 53 ne leur laisse pas d'autre issue.

Stéphane JUST.

Les jeunes ne veulent pas servir de chair à canon aux colonialistes

L'ECRASANTE défaite de Dien-Bien-Phu d'avoir sa suite dans l'évacuation de la plus grande partie du delta du Tonkin, a été regroupement des forces.

Maintenant la bourgeoisie française ne peut plus se mentir à elle-même ni mentir à la classe ouvrière. Elle ne peut plus masquer la signification réelle de la guerre d'Indochine, le fait que pour la continuer il faut non seulement saigner le pays matériellement, mais qu'il faudrait aussi le sang des jeunes français. Tant que seule l'armée de carrière se bat, on pouvait prétendre qu'il ne s'agissait que d'une grande opération de police, d'une petite expédition coloniale.

Mais il faut maintenant avouer que la guerre est une vraie guerre. Si la bourgeoisie veut garder le « périmètre défensif » qui lui reste au Viet-Nam, elle n'a plus assez de ses mercenaires, il lui faut les jeunes soldats du contingent.

Tenir tête aux armées de Giap serait une tâche épuisante pour la bourgeoisie, et l'en fait tôt ou tard nécessaire du con-

tingent au Viet-Nam dresserait l'ensemble des masses populaires contre le gouvernement qui en serait responsable. Les bourgeois savent bien, qui tentent dans le cadre d'un mariage planétaire d'obtenir un compromis honorable. Certes, pour cela le gouvernement Mendès-France est plus qualifié que l'équipe discréditée de Laniel, mais ce qui importe, ce n'est pas la possibilité que Mendès-France d'avoir les mains libres au Viet-Nam pour mieux frapper en Afrique du Nord, dans quelles sont les mesures pratiques, prises par la bourgeoisie pour défendre coûte que coûte son empire colonial, le dispositif qu'elle met en place au cas où il lui faudrait mener la guerre avec toutes les forces de la nation.

Les mesures d'appel anticipé du contingent prises par Laniel ont été appliquées par Mendès-France. C'est le 30 juin que le contingent est parti avec trois mois d'avance.

Il faut bien comprendre le sens de cette mesure. Au moment où l'empire colonial s'effondre non seulement en Indochine mais aussi en Afrique du Nord où la lutte pour l'indépendance nationale devient une lutte armée, il faut plus d'hommes sous les drapeaux pour qu'il y ait plus d'hommes dans les colonies. Dans l'immédiat, il s'agit d'assurer en Afrique du Nord la relève des spécialistes partant pour l'Indochine, plus tard si besoin est de renforcer le corps expéditionnaire au Viet-Nam.

Déjà, et de plus en plus, ce sont les appels qui payent et qui payent seuls les départs d'une guerre coloniale en Afrique du Nord. Il faut souligner que la quasi-totalité des appels du 30 juin a été affecté en Afrique du Nord.

L'appel anticipé du contingent n'est pas seulement une mesure qui frappe directement les masses travailleuses c'est aussi une mesure de préparation à une nouvelle guerre coloniale et de continuation de celle qui se déroule déjà. Elle a le même sens qu'un maintien sous les drapeaux du contingent qui va être libéré. Cette solution est-elle plus efficace, elle permettrait d'utiliser des soldats déjà entraînés, mais elle aurait été plus directement ressentie par les masses travailleuses la population et des lettres de consolation à celles que connaît la Belgique auraient pu se déclencher.

Il n'en reste pas moins, que sous une forme indirecte, c'est une mesure de prolongation du service militaire qui a été imposée à la jeunesse.

Si elle a pu l'être sans lutte, sans que l'opinion ouvrière et démocratique soit suffisamment alertée, si les jeunes sont partis le 30 juin, sans perspective de lutte, la faute en retombe d'abord sur les

(Suite page 3)

La grève des facteurs de Toulouse : UN SUCCES LE L'UNITE D'ACTION

LES 147 facteurs de Toulouse R.P. ont terminé le jeudi 24 juin une grève qui a duré 6 jours, après avoir obtenu une satisfaction partielle à leurs revendications.

Le climat de cette grève et ses conditions de déclenchement ont été créés par les conditions de travail au bureau de Toulouse R.P. qui, comme dans beaucoup de bureaux en France sont très pénibles pour les facteurs du fait de l'insuffisance des effectifs réels, sensiblement les mêmes qu'avant la guerre, alors que le trafic postal n'a cessé de s'accroître et les agglomérations urbaines de s'étendre en population en superficie. A Toulouse l'Administration, pour pallier à cet état de choses a décidé une réforme de la distribution qui ne résoud rien pour les facteurs puisqu'elle leur donne 10 unités de plus alors qu'ils en demandent 30, chiffre inférieur à ce qu'ils seraient en droit d'attendre, compte tenu de l'accroissement de leur travail. Un premier débrayage avait déjà eu lieu à ce sujet, à la suite duquel ils avaient obtenu qu'il soit surélevé à l'application du projet administratif.

Sous ventus se greffer sur ce mécontentement légitime deux incidents qui ont mis le feu aux poudres : le premier, le refus de l'Administration, pour les jours de congés compensateurs, promis aux facteurs par la Direction Régionale à la suite de cours de tri obligatoires qui leur avaient été imposés en dehors de leurs heures de service. Le second, un décalage dans l'arrivée des imprimés qui, jusqu'ici, étaient distribués le matin et

qui, à la suite de la suppression par la SNCF d'un wagon postal arrivèrent pendant toute la période précédant la grève seulement pour la distribution de l'après-midi, c'est-à-dire que les facteurs se voyaient dans l'obligation de faire deux tournées complètes par jour au lieu d'une. C'est-à-dire qu'ils devaient travailler 50 heures de plus par semaine de 50 heures. Lassés de ce surcroît nouveau de travail, le mercredi 16 juin, ils décidèrent, tous ensemble, avec l'accord des responsables CGT et Autonomes de ne pas partir pour la distribution de l'après-midi.

Une enquête fut ouverte sur cet arrêt de travail par un inspecteur général, délégué à Toulouse par l'Administration. Ce dernier questionna les responsables syndicaux, particulièrement les responsables cégétistes qui refusèrent de répondre en ces termes vifs : « Ce n'est pas fait par une suspension de fonctions motivée dans un rapport donnant une relation erronée des faits. Une sanction moins grave a été infligée au responsable autonome. Immédiatement, les facteurs débrayèrent par solidarité. Alors commença Toulouse R.P. une course d'endurance comparable à celle qui s'est produite à Paris lors de la grève des Bureaux-Gares des PTT de décembre 53-début janvier 54. C'est le directeur départemental de Haute-Garonne refusant de recevoir les délégations communes CGT-Autonomes des facteurs en grève (FO s'était déjà délégué) qui déclencha la grève. Les facteurs en se prononçant pour le projet administratif de « refonte des quartiers

qu'elle avait acceptée sans tenir compte de la volonté unanime des facteurs et s'était désintéressée de la grève dès le début ; l'Administration Centrale refusait de discuter avec les représentants nationaux de la Fédération Autonome parce qu'ils soutenaient les grévistes ; et les facteurs refusèrent de reprendre le travail sans levée des sanctions et l'examen du projet de refonte des quartiers en collaboration avec eux. Dans un tel conflit, il n'y avait qu'une seule issue pour les grévistes : l'ajournement de la grève. Les facteurs de Toulouse R.P., malgré leur courage, leur endurance, leur combativité ne pouvaient tenir indéfiniment à briser à l'Administration qui commençait à prendre des mesures destinées à faire la grève en anéantissant de Paris des facteurs pour assurer le service. La CGT, pourtant, sans essayer d'autre chose que de trouver un terrain d'entente pour faire aboutir les revendications des facteurs, s'efforçait de faire durer la grève, sans ouvrir aucune perspective à cette lutte qui voulait des mesures partielles. Redon, responsable national cégétiste pour la catégorie employés des PTT avait été envoyé à Toulouse dès les premiers jours de la grève. Il avait une représentation platonique. Questionnaire par représentation de la section autonome en Assemblée générale des facteurs sur ses intentions au sujet du maintien de cette grève et sur les possibilités, qu'il avait d'élargir l'action pour aider les facteurs toulousains dans la lutte qu'il les engageait à poursuivre, il refusa de répondre. Maintenir dans ces conditions un mouve-

ment étroitement limité — encore plus que celui des Bureaux-Gares parisiens — sans envisager qu'il puisse faire tâche d'huile, c'était amener à plus ou moins brève échéance à des reprises partielles des travaux de la section des facteurs dont le seul résultat aurait été un défilé par les facteurs toulousains et le mitraillage pour les grévistes de dernière heure pour le seul plaisir de la démonstration.

Les choses se passèrent différemment par suite de l'intervention de la Fédération autonome de Toulouse R.P. qui obtint qu'une délégation des facteurs soit reçue par le directeur départemental de la Haute-Garonne. Cette délégation, conduite par la section autonome, comprenait un représentant de la CGT et un ouvrier. L'Administration acceptait enfin les pourparlers avec des grévistes, et qui plus est, avec une délégation comprenant des représentants des deux organisations choses auxquelles elle s'était abstenue de répondre jusqu'alors. Les grévistes obtinrent l'assurance qu'aucune sanction ne serait prise contre eux, que celles qui frappaient leurs dirigeants syndicaux seraient légères, et que le projet de refonte des quartiers ne sera pas appliqué avant que les facteurs toulousains ne soient entendus sur cette question. Cette discussion leurs critiques furent prises en considération. La délégation rapporta devant une assemblée générale tenue le 24 juin, les conclusions auxquelles elle était parvenue le 24 à 6 heures 15. Ce qui se fit effectivement dans l'Unité.

Le gérant : Fontanel
Travail exécuté par des ouvriers syndicaux
Société Parilienne d'Impression
4, Rue Saulnier — Paris (10^e)